

FOCUS : 50 ANS - LE GREA PARLE À LA SOCIÉTÉ

Dans le contexte de débats de société sur les addictions, le GREA a décidé en 2013 de lancer deux nouveaux projets qui partagent la même finalité : élargir notre compréhension des phénomènes d'addiction. En effet, le discours de santé publique n'arrive plus aujourd'hui à faire barrage à certaines dérives populistes. Nous devons ainsi le compléter avec de nouvelles approches. Ces deux projets seront lancés officiellement lors de nos 50 ans, autour de deux événements phares :

RISA – COLLOQUE SCIENTIFIQUE LES 12 ET 13 NOVEMBRE À GENÈVE

Les disciplines qui contribuent à comprendre la complexité du domaine des addictions sont nombreuses. Cependant, elles demeurent souvent trop peu connues et on assiste progressivement à une uniformisation des méthodologies utilisées dans notre domaine, qui relèvent aujourd'hui essentiellement des sciences médicales et de la santé publique. Si le rôle prépondérant de ces approches trouve sa justification dans la nature de notre problématique, il convient néanmoins de veiller à ce que cela ne se traduise pas par un appauvrissement de la réflexion. Pour cette raison, le GREA a décidé de se lancer dans un nouveau projet : le réseau interdisciplinaire des sciences de l'addiction (RISA). Celui-ci vise à promouvoir les méthodologies d'autres disciplines scientifiques, comme la sociologie, le droit, les sciences politiques et économiques, la criminologie, la linguistique, l'histoire, etc. regroupé dans un réseau francophone et transfrontalier.

Pour lancer ce projet, le GREA organise un colloque scientifique de 2 jours en novembre à Genève. Pour ce faire, nous nous sommes associés à Première Ligne, qui fête ses 10 ans, ainsi qu'au réseau genevois. Ce congrès vise à rassembler dans un même lieu chercheurs académiques et professionnels de terrain, pour favoriser une lecture transversale de nos questionnements, dans un esprit d'échanges constructifs.

GRE'ART – FESTIVAL ROMAND DE FILMS SUR LES ADDICTIONS

Parfois, il est possible de toucher la réalité plus directement par l'expression que par la réflexion. A l'opposé du RISA, dont il est le complément, le projet GRE'art veut offrir une plateforme d'échanges et de réflexion entre milieux artistiques et professionnels des addictions. Il s'agit avant tout de profiter des synergies existantes entre contenu artistique et communication des professionnels, notamment en matière de prévention. Cinéma, théâtre, performances, textes, vidéos, arts graphiques, danse, sont autant de manière de parler de l'humain et de ses comportements. Cela offre de belles perspectives pour ouvrir un dialogue. La littérature, par exemple, est truffée de références à nos problématiques.

Suite au succès de différentes initiatives dans ce domaine, le GREA a ainsi décidé de lancer le programme GRE'art, afin de fédérer les énergies et permettre de mieux promouvoir et diffuser ce type de production. Le démarrage officiel aura lieu cette année, avec un festival de films de septembre à novembre dans les villes romandes. Ce festival sera l'occasion d'organiser des événements avec nos différents partenaires cantonaux.

NOUVELLES DU GREA**LE GREA A 50 ANS !**

En 1964, les professionnels des addictions décident de se regrouper pour fonder le Groupement Romand d'Etudes de l'Alcoolisme. Leur objectif est alors d'élargir la compréhension de la dépendance pour améliorer notre pratique professionnelle. Depuis 50 ans, notre association n'a jamais changé de cap. Elle maintient cet objectif initial, d'amélioration de la pratique professionnelle, tant au niveau pratique, par la formation et les échanges entre professionnels dans les plateformes, qu'au niveau politique. Nos positions ont évolué, d'abord avec l'arrivée de la problématique des drogues illégales, qui rajoutera momentanément le T de toxicomanie à notre acronyme, ou, plus récemment, le développement d'un regard transversal sur les addictions qui nous fera revenir à notre nom initial, le sens du A s'élargissant pour devenir Addictions.

Le cœur de notre engagement reste pourtant le même : celui du respect de la personne humaine, de sa responsabilité dans ses choix et de la responsabilité collective dans l'émergence et l'accompagnement des personnes consommatrices. Les addictions questionnent, dérangent et provoquent empathie ou rejet. Les questions sont presque toujours d'ordre politique, elles rendent parfois notre univers de travail d'autant plus difficile. Par son action, le GREA tente de promouvoir une vision alternative, qui permet d'enrichir le débat et d'apporter une expertise de terrain aux différents cercles concernés. Pour fêter dignement ce demi-siècle d'engagement, le GREA organise différents événements, décrits au verso dans la page Focus.

2014 : UNE ANNÉE POLITIQUEMENT CHARGÉE

2014 aura aussi une signification particulière pour le champ des addictions. En effet, c'est une année politique spécialement chargée qui s'ouvre devant nous. Crise de la Loi sur les Stupéfiants en Suisse romande, Révision de la loi sur l'alcool aux chambres, ouverture de la consultation sur la loi sur les jeux et l'initiative Bortoluzzi, cette année va solliciter comme rarement les ressources des professionnels. L'avenir de notre domaine sera en partie déterminé par les résultats de ces processus politiques. Nos ressources sont menacées (loi sur l'alcool), la solidarité avec les personnes remise en question (initiative Bortoluzzi sur les intoxications alcooliques), la déréglementation guette (loi sur les jeux), et l'obscurantisme menace de faire son retour (loi sur les stupéfiants).

L'agenda politique aurait-il lui aussi voulu fêter les 50 ans du GREA ? Touchante attention. Cependant, nous nous devons de répondre présents. Sur tous ces fronts, nous avons notre expertise à livrer pour lutter contre les « Yaka » et les idées simples qui recourent à la pensée magique. Si nous fêtons aujourd'hui les 50 ans de notre association, si nous bénéficions aujourd'hui d'une palette plus diversifiée d'interventions que 30 ans plus tôt, c'est à ceux qui nous ont devancé

GREA-INFOS

FÉVRIER 2014

GREA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

que nous le devons. Encore une fois, il s'agira donc de défendre nos positions et descendre dans l'arène, afin de permettre à ceux qui nous suivront ces prochaines décennies de fêter dignement le premier siècle du GREA !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : 5 JUIN 2014

Notre assemblée générale aura lieu cette année à Fribourg, le 5 juin 2014. Elle prendra une forme légèrement différente cette fois-ci. Les festivités du 50^{ème} étant ouvertes sur un public plus large (voir verso), le comité a décidé de consacrer ce moment au fonctionnement de notre mouvement, à l'intention de nos membres. Cela sera l'occasion de discuter de nos stratégies politiques avec des experts, et d'avoir un échange avec nos membres sur les différentes prestations de l'association. Pour préparer ce débat, un sondage sera envoyé aux membres.

ENQUÊTE AUPRÈS DES MEMBRES

Afin de servir de base à nos discussions lors de l'assemblée générale, le GREA a prévu une enquête par internet auprès de ses membres. Il s'agira de mieux connaître les attentes de notre réseau, afin de mieux cibler nos prestations et d'adapter nos stratégies pour l'avenir. Cette enquête ne devrait pas prendre plus de 10 minutes et vous sera envoyée par email. Nous remercions chaleureusement tous ceux qui pourront y prendre part.

POLITIQUE NATIONALE

LOI SUR L'ALCOOL

Après la Berezina de la session de septembre, la loi sur l'alcool a fort heureusement connu un coup d'arrêt, de retour en commission du Conseil des Etats. En effet, la terrible saignée de la dîme sur l'alcool, décidée par le national (près de 50% de pertes des moyens pour la prévention, selon nos estimations) a provoqué des interrogations. La baisse générale des prix sur les alcools forts, que nos accords internationaux nous auraient obligés d'appliquer avec les décisions prises, a elle aussi suscité des doutes chez nos élus. Il était temps !

Le projet est ainsi renvoyé partiellement à la Régie des alcools, qui doit proposer de nouveaux modèles d'imposition. C'était notre demande initiale. Espérons que le débat reprendra ce printemps avec sérénité et pragmatisme et nous évitera le difficile combat de la démocratie directe. En effet, si la ligne rouge est franchie de manière trop nette, nous ne pourrions pas nous taire.

LOI SUR LES STUPÉFIANTS

La problématique du deal de rue dans les villes suisses met à rude épreuve notre législation sur les stupéfiants. Une radicalisation des interventions répressives menace, avec un ciblage de plus en plus direct des consommateurs. Cette politique, menée dans plusieurs villes de Suisse, contredit la logique même des 4 piliers qui demande une bonne collaboration entre les services autour d'objectifs communs. Si l'un des piliers prend le dessus sur les autres, le système ne peut plus fonctionner. Autre conséquence, plusieurs structures romandes se trouvent aujourd'hui sous une pression financière accrue de la part des autorités et des prestations doivent être abandonnées. 5 ans après le plébiscite de la population sur la LStup, nous pouvons parler aujourd'hui de crise du modèle des 4 piliers.

Face à cette situation, le comité du GREA a décidé depuis 2011 de renforcer son discours sur la réglementation du marché, seul système à nos yeux capable

d'enrayer durablement le phénomène du deal de rue. Le lancement du rapport du groupe inter-parti à Genève sur cette problématique nous réjouit particulièrement. Dans un esprit de dialogue, sans considération de politique politicienne, ce groupe tente de proposer des réponses aux problèmes posés de manière pragmatique. Ce sont ces efforts que nous devons soutenir et le GREA continuera à s'engager dans cette voie, pour répondre aux soucis de la population, tout en assurant la pérennité des prestations.

INITIATIVE BORTOLUZZI SUR LES INTOXICATIONS ALCOOLIQUES

Le combat le plus important aujourd'hui pourrait être celui dont on parle le moins. Il s'agit d'une initiative parlementaire du député zurichois de l'UDC Toni Bortoluzzi. Elle consiste à ne plus payer les soins pour les personnes qui arrivent à l'hôpital pour intoxications alcooliques. Au-delà du côté moralement choquant d'une telle proposition, il s'agit de l'avenir de notre domaine. En effet, ce raisonnement peut se déployer bien au-delà de la problématique des urgences. En effet, s'il ne faut pas payer pour soigner des comportements qui relèvent en partie de la responsabilité individuelle, ce sont toutes les prestations du réseau addictions financées par la LAMal qui se retrouvent en danger.

Des programmes très utiles et bien documentés sont directement mis en danger, pour des motifs purement idéologiques. Sous le doux euphémisme de « récompenser les comportements sains », les partis politiques qui portent ce projet ont en effet adopté une stratégie en matière de santé qui vise directement les personnes qui ont une responsabilité dans leur situation sanitaire. Ceci, nous ne pouvons pas l'accepter, car elle prive les personnes qui souffrent de dépendances de l'aide dont elles ont besoin. Le réseau des addictions se doit ainsi de lutter de toutes ses forces pour que ce « ballon d'essai » ne passe pas. La coalition formée pour la loi sur l'alcool va donc étendre son action à cette question. Dans le même esprit de dialogue constructif, nous tentons de faire valoir les arguments du réseau socio-sanitaire. Une séance de coordination sera organisée avec des partenaires plus larges, comme les hôpitaux et le monde médical, afin de renforcer notre coalition.

La commission de la santé, porteuse du projet (!), a décidé d'ouvrir une consultation publique ce printemps sur le sujet. Le GREA invite toutes personnes ou institutions préoccupées par ce thème à y participer massivement. Il a préparé des arguments et des données scientifiques pour documenter notre opposition. Certains se trouvent déjà sur une page « focus » du site du GREA. Le secrétariat se tient bien évidemment à la disposition du réseau pour toutes questions à ce sujet.

LOI SUR LES JEUX D'ARGENT

Le nouveau projet de loi sur les jeux d'argent a été rédigé et les services de l'administration préparent actuellement la consultation publique. Sauf imprévus, toujours possibles dans ce genre de processus, elle devrait s'ouvrir en avril. Là aussi, le GREA invite les acteurs du réseau addictions à faire entendre leur voix. Les services sociaux et de santé n'ont en effet pas été associés à ces travaux préparatoires et seules les associations professionnelles ont bénéficié d'un siège pour faire entendre leur voix (occupé par le GREA). Le temps de la consultation publique offre l'opportunité de renforcer le point de vue des professionnels des addictions, pour contrebalancer les demandes légitimes des acteurs qui veulent augmenter les revenus étatiques au détriment des joueurs excessifs, qui se recrutent par ailleurs principalement dans les couches les plus défavorisées de notre société. Des informations sont disponibles sur le site internet du GREA, avec une page focus sur la question (mise en ligne fin février), ainsi qu'auprès du secrétariat.